



Déclaration liminaire de la FSU 93

CHSCTD exceptionnel du jeudi 15 octobre 2020

Monsieur le Directeur académique adjoint,
Mesdames, Messieurs

Les personnels de l'Éducation Nationale sont mobilisés depuis cette rentrée exceptionnelle. Exceptionnelle, nous insistons sur ce mot, par opposition au qualificatif « normal » qu'a martelé le ministre de l'Éducation nationale fin août ce qu'a rappelé E. Macron : "on a réussi la rentrée scolaire".

En tout état de cause, rien n'était prêt .

Avec un protocole datant du début du mois de juillet 2020, faisant 6 pages, les personnels ont dû faire au gré des moyens humains et matériels insuffisants ...tout en jonglant avec les déclarations médiatiques dont le ministre ne peut se passer.

Pour prévenir et faire face à la deuxième vague qui s'annonçait, l'Éducation nationale a choisi de réduire le protocole au strict minimum et truffé de formules se terminant par « dans la mesure du possible ».

Nombre d'établissements et écoles sont rentrés sans masques, sans nettoyage adéquat ou organisation viables pour des temps aussi importants que la cantine, l'EPS, la sieste etc.

Dés lors, concernant la protection des personnels, le ministère est loin du compte !

- Est-ce que les salles sont correctement nettoyées ? On en doute vu comment les agents municipaux ou ATTEE sont en sous-effectif et épuisés également.
- Comment respecter les gestes barrières alors que le gel, le virucide font défaut dans les établissements, considérés comme trop chers, ou les points d'eau inopérants.
- Comment ne pas douter de la fiabilité des masques fournis quand l'ARS de Bretagne elle-même la remet en cause ?
- Comment comprendre qu'un cas contact de la sphère privée est immédiatement isolé par la CPAM alors qu'un collègue ne le sera pas ?

Les cas positifs se sont déclarés rapidement sur l'ensemble du département.

Quelle est donc la stratégie sanitaire de l'Éducation Nationale ?

Le seul objectif clair du ministère est la non-fermeture de classe, d'écoles ou établissements. Preuve en est, quand les classes fermaient tour à tour, le ministère a durci les conditions du protocole de sorte que cela ne ferme plus et permette de ne pas bloquer la main d'œuvre et la relance économique.

"On a besoin d'avoir des professeurs qui sont en classe" affirme E. Macron le 14 octobre dans une intervention, seule référence à l'Éducation nationale ...

Ainsi, alors que la deuxième vague est désormais là et que partout les restrictions s'amplifient, il n'y a que dans l'Éducation nationale que les mesures s'assouplissent et que la pandémie doit sans doute reculer lorsqu'on observe le nombre en baisse de fermeture de classes !

Aussi ubuesque qu'inquiétant pour les personnels en "première ligne".

D'autant plus que nous constatons une grande hétérogénéité et une certaine cacophonie dans la mise en œuvre des mesures sanitaires de prévention et dans la gestion des cas suspectés, des cas confirmés, des contacts à risque et des clusters.

La FSU 93 alerte également sur l'état d'épuisement des personnels.

Ces 6 semaines ont marqué la reprise des cours en présentiel dans des conditions parfois dantesques : nombre très important d'élèves dans les salles de classe, non distanciation suffisante sur le temps de la demi-pension, port du masque parfois aléatoire chez les élèves, malaise des enseignants après plusieurs heures de pratique professionnelle en portant le masque, des réunions parents professeurs qui se tiennent malgré tout, des cérémonies républicaines de remise de brevet se tenant aussi contre vents et marées.

Si la transmissions des savoirs et des apprentissages n'est jamais aussi bien faite qu'en présentiel encore faut-il que l'employeur puisse apporter les garanties de fonctionnement distancié et le matériel nécessaire afin que les personnels puissent enseigner et faire réussir les élèves dans des conditions sanitaires nettement meilleures qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Les personnels sont présents chaque jour dans les établissements. Ils assurent leurs cours devant des classes surchargées. Il leur est même demandé d'assurer la continuité pédagogique auprès des élèves qui s'absentent pour raison de santé. Des absences qui ne sont plus perlées mais de plus en plus importante.

Jusqu'où vont aller les journées de travail des enseignants ?

Enfin, nous sommes profondément choqués que nos très nombreux signalements depuis la rentrée n'aient reçu aucune réponse officielle de votre part. Cette marque de mépris vis-à-vis des personnels que nous représentons ce jour n'est pas digne d'une école affirmée "de la confiance."

Ce mutisme de l'administration à tous les niveaux est intolérable pour les personnels, il amplifie leur inquiétude. Dans certains établissements, confrontés aux manques de moyens permettant de limiter le risque sanitaire, au manque de personnel infirmier et à ce silence, des collègues ont fait valoir leur droit de retrait car ils s'estimaient en danger grave. Après les saisines, vous n'avez diligenté aucune enquête : pourquoi ? Est-ce ainsi la procédure ? Dès lors, nous vous demandons de reconnaître ces droits de retrait.

Il est temps Monsieur le Directeur académique de répondre aux interrogations des personnels.

Il est temps que leur employeur protège les personnels.

Il est temps de cesser de malmener les personnels et prendre en compte leurs besoins dans ce département de Seine Saint Denis, d'autant plus criants dans ce contexte de crise sanitaire.

Merci à toutes et à tous de votre attention

